Zeitschrift: Revue économique franco-suisse

Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France

Band: 67 (1987)

Heft: 3

Artikel: Industrie pharmaceutique : les plus grandes difficultés auxquelles se heurtent les firmes chercheuses viennent de l'État

Autor: Bridel, Frank

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887140

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Industrie pharmaceutique : les plus grandes difficultés auxquelles se heurtent les firmes chercheuses viennent de l'État

Frank Bridel,
Journaliste, directeur du magazine Pharma-Information, Bâle

Les Suisses pratiquent peu le triomphalisme et l'optimisme. Dans les grandes branches de l'économie, les rapports de gestion des meilleures années comportent toujours au moins un « pourvu que ça dure » à la manière de Laetizia Bonaparte : comme si, dans un pays qui fut pauvre jusqu'au siècle dernier, la peur de la misère était restée au fond d'un chromosome.

Si les lignes qui vont suivre mettent en évidence les difficultés auxquelles les grandes firmes pharmaceutiques suisses doivent faire face, ce n'est pas – du moins pas consciemment ! – que ce chromosome me chatouille. Cette industrie se porte bien, merci. Elle est de celles – rares – que le choc pétrolier et toutes les incertitudes économiques subséquentes n'ont pas gravement endommagées, même si ces événements, mettant fin à un véritable âge d'or, l'ont obligée à des économies – notamment structurelles – dont elle ne songeait pas à se soucier durant les années soixante.

Non : si j'insiste aujourd'hui sur les obstacles que les grandes pharmaceutiques doivent vaincre ou contourner, c'est qu'il paraît utile de les connaître. Ils sont de trois ordres : intrinsèques et inhérents, économico-financiers, politico-administratifs.

La voie ardue de la recherche

Inhérents et intrinsèques, d'abord. Une industrie qui fonde son succès sur l'innovation et entend continuer à prospérer par l'originalité se condamne à la créativité, laquelle ne se trouve pas dans le pas d'un âne. Quand, par dessus le marché, on veut innover dans la lutte contre les maladies, on travaille sur la vie elle-même, avec sa phénoménale complexité et sa place au faîte de l'échelle des valeurs. Rien d'étonnant dès lors à ce que la recherche, « suprême espoir et suprême pensée » de cette industrie, soit aussi difficile, aussi lente, aussi aléatoire et donc aussi coûteuse. Les trois pharmaceutiques bâloises, qui consacrent 15 % de leur chiffre d'affaires à la recherche et au développement, sont heureuses lorsque l'une d'elle peut lancer un grand médicament tous les 2-4 ans...

Or seule l'originalité fait un beau chiffre d'affaires, surtout lorsque le produit nouveau soigne une affection grave, ou très répandue, ou les deux. Ces médicaments-là étant rares et bientôt concurrencés par des imitateurs légitimes ou non, toute grande firme doit une part importante de ses ventes et de son bénéfice à un petit nombre de produits. D'où, à moyen terme prévisible, ou brusquement si un concurrent fait mieux, le genre de risque propre à la monoculture (même si le terme est ici excessif).

L'histoire de l'innovation pharmaceutique peut se résumer ainsi : avant la deuxième guerre mondiale, le début du bond en avant. Dans l'après-guerre, le « boom ». Peu après, les « petits pas » à la Kissinger avec, de temps en temps, un record de saut en hauteur. Depuis quelques années, on nous annonce la deuxième révolution pharmaceutique, due aux techniques nouvelles et à la connaissance améliorée de la chimie de l'organisme, mais les patrons de recherche y voient de nouvelles difficultés : dans l'avalanche des informations qu'acquiert la recherche fondamentale, comment discerner ce qui ouvre une voie prometteuse et comment le savoir assez tôt, avant que la concurrence se soit jetée sur l'apparent filon ?

Prometteuse, aussi indispensable à l'humanité qu'à une industrie de pointe, la recherche pharmaceutique demeurera la première source des difficultés que cette industrie a choisi d'affronter.

Recherche et développement : dépenses dans diverses industries suisses

Dépenses R + D en % du chiffre d'affaires	1980	1983
Industrie chimique	10,2	14,5
Industrie des machines, électronique et métallurgique	6,0	6,7
Télétechnique	10,2	11,4
Industrie horlogère	4,0	3,0
Industrie textile et vêtements	2,5	1,9
Industrie alimentaire	1,1	0,5
Industrie du papier et des matières plastiques		1,1
Industrie du bâtiment	0,6	0,8
Industrie en moyenne	6,5	6,9

Sandoz : un groupe d'entreprises chimiques de renommée mondiale dont la maison-mère est à Bâle, métropole de la chimie. Produits chimiques, colorants, produits pharmaceutiques, agrochimiques et diététiques représentent ses principaux domaines de production.

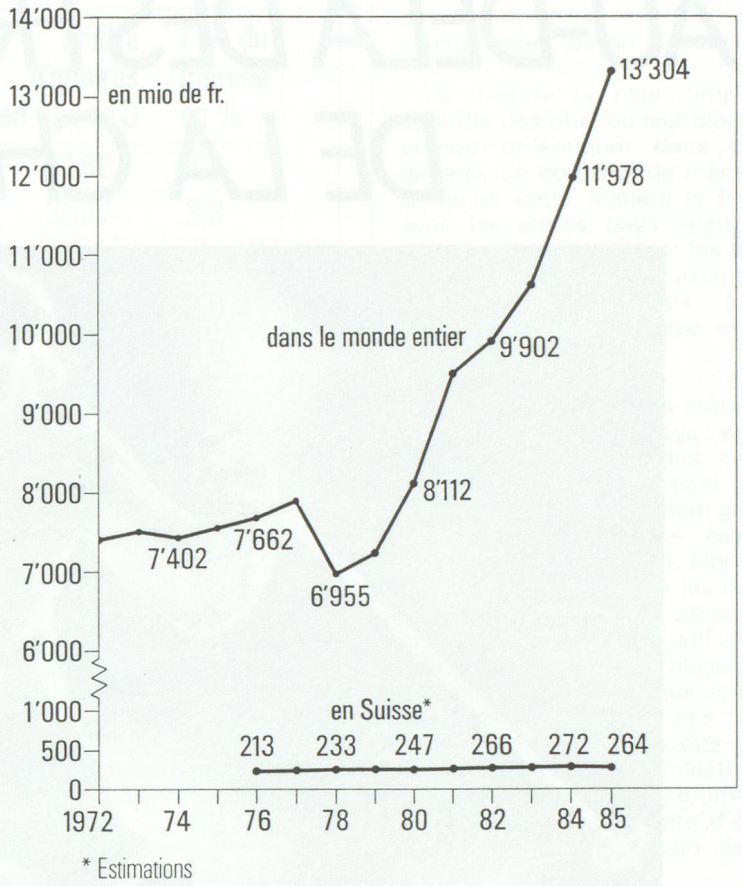
SANDOZ

Groupe **Sandoz** France, 14 bd. Richelieu 92500 Rueil-Malmaison tél. 47.32.75.11

L'instabilité des changes

Passons aux problèmes économico-financiers. Le premier, pour les Suisses, c'est l'instabilité des monnaies. A la plupart de leurs concurrents étrangers, le marché national offre le tiers, la moitié, voire davantage, de leur chiffre d'affaires. CIBA-GEIGY, ROCHE et SANDOZ font 96 % de leurs ventes à l'étranger. A-t-on assez glosé – naguère encore négativement – sur les avantages que cette présence mondiale offre aux « multinationales ». On a moins mis en évidence les risques qu'elle comporte. Chaque année, les rapports de gestion signalent d'une part le chiffre d'affaires en monnaies nationales, d'autre part en francs suisses. La différence atteint parfois 15 %. Depuis bientôt deux ans, la chute du dollar a considérablement affecté ces chiffres. Il est vrai qu'ils ne rendent pas compte de toute la réalité : aux États-Unis, le dollar bas réduit les frais des grosses filiales et de leurs grands instituts de recherche, pour les firmes qui en ont. Il permet aussi des acquisitions intéressantes à des prix modérés et des économies sur les achats à faire dans la zone dollar. Mais quand même, la santé des pharmaceutiques suisses – comme celle de tous les grands exportateurs – est étroitement liée à celle du billet vert.

Chiffre d'affaires des trois plus grandes entreprises pharmaceutiques suisses



* Estimations

Contraintes étatiques

Viennent enfin – last but not least – les contraintes étatiques. Quiconque écrira l'histoire de l'industrie pharmaceutique durant les 10 derniers lustres du deuxième millénaire s'étonnera de voir une industrie de pointe, glorieux fleuron des États les plus avancés, fruit des plus beaux progrès scientifiques, arme la plus puissante contre les maladies... passer son temps à lutter contre les législateurs, les gouvernements et les fonctionnaires.

Paradoxe ? Certes ! Gaspillage de forces et d'argent ? Oh ! combien. Et pourtant, si absurde que soit cette guerre froide, et si souhaitable son apaisement, force est d'admettre que le conflit était fatal.

Dossiers énormes

Pour l'État, l'industrie pharmaceutique ne pouvait pas être libre. D'abord parce que ses produits touchent la santé et que – Paracelse l'avait déjà dit voilà 4 siècles – tout médicament efficace comporte des risques. Donc l'État a le devoir, en l'occurrence comme en maint autre domaine, de protéger ses administrés. Le problème, comme l'a franchement déclaré le directeur de la Food and Drug Administration (autorité américaine chargée de délivrer ou de refuser les autorisations de mise sur le marché des médicaments) c'est qu'il y a deux façons de menacer la santé des populations : retarder le lancement d'un médicament sauveur de vies ou l'autoriser trop facilement alors qu'il révèlera une toxicité plus grande et plus fréquemment nocive que, pour des raisons de statistiques évidentes, quelques milliers d'essais cliniques n'avaient permis de le prévoir. Bien sûr, la pente naturelle des administrations est d'appuyer sur le frein plutôt que sur l'accélérateur. C'est humain : les médias montent en épingle tous les cas d'effets secondaires graves mais ne s'impatientent pas de voir traîner le lancement d'un grand médicament nouveau. Or les fonctionnaires dépendent des politiciens, qui dépendent du peuple, dont dépendent les médias tout en l'influençant. Où industrie et État s'affrontent, c'est sur la longueur des délais administratifs, la pléthore d'informations exigées à l'appui des demandes d'autorisation (les dossiers ont des dizaines, parfois des centaines de milliers de pages) voire les conditions des expériences et des contrôles dont la firme doit faire état : les scientifiques les jugent parfois peu conformes aux exigences réelles de la pharmacologie.

Voilà pour la sécurité. Pas de doute : le soin de la garantir, assorti de toutes les complications et lenteurs propres aux administrations, a souvent retardé gravement le lancement de médicaments majeurs et impose à l'industrie des travaux énormes, donc des dépenses élevées en hommes, en énergie et en argent. Le problème est d'autant plus grave que, pour les grandes firmes dont le marché national est minuscule, il n'y a pas un marché mondial, mais des dizaines de marchés nationaux régis par autant d'administrations dont les exigences sont très diverses. Dans ce domaine comme en d'autres, même en Europe, on est bien loin de l'harmonisation.

Soyons juste : il faut reconnaître que, dans la majorité des pays, les fonctionnaires ont pris conscience des risques de la lenteur et savent accélérer les procédures, depuis quelques années, lorsqu'ils se voient proposer un médicament très efficace contre une maladie grave, fréquente et jusqu'alors mal

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES DE LA CHIMIE

Vernier et Associés / Printel

La haute compétition est une lutte d'endurance pour les hommes et les matériaux. Une aventure commune où sportifs et chimistes partent sans cesse à la découverte de nouvelles performances.

Avec un budget de recherche de plus de 6 milliards de francs, Ciba-Geigy, un des leaders mondiaux de la chimie fine, est engagé dans la course à la performance avec ses activités colorants et produits chimiques, plastiques, pigments et additifs, pharmacie, agriculture.

Au-delà des frontières de la chimie, Ciba-Geigy mène le combat de l'infiniment petit pour notre santé et notre bien-être.

CIBA–GEIGY

2 et 4, rue Lionel-Terray 92506 Rueil-Malmaison Cedex Tél. : (1) 47.49.02.02 +

Parts du marché mondial occupées par les vingt plus grands producteurs de médicaments

Rang 1980	Rang 1985	Entreprise	Pays	Chiffre d'affaires en mio de $	Part du marché* en %
1	1	American Home Prod.	USA	3166	3,4
2	2	Merck & Co.	USA	3097	3,3
3	3	Hoechst	RFA	2885	3,1
4	4	Bayer	RFA	2730	2,9
5	5	Ciba-Geigy	CH	2719	2,9
6	6	Pfizer	USA	2516	2,7
7	7	SmithKline	USA	2296	2,4
8	8	Eli Lilly	USA	2206	2,3
9	9	Glaxo	GB	2167	2,3
10	10	Sandoz	CH	1901	2,0
11	11	Warner Lambert	USA	1872	2,0
12	12	Abbott	USA	1866	2,0
13	13	Roche	CH	1844	2,0
14	14	Takeda	J	1762	1,9
15	15	Bristol-Myers	USA	1753	1,9
16	16	Upjohn	USA	1593	1,7
17	17	Boehringer-Ingelheim	RFA	1577	1,7
18	18	Rhône-Poulenc	F	1566	1,7
19	19	Sankyo	J	1446	1,5
20	20	Johnson & Johnson	USA	1440	1,5

*Estimations

combattue. L'exemple extrême, c'est celui du SIDA où, vu le caractère massif, dramatique et fatal de l'épidémie, les Américains laissent procéder à des essais de médicament sur les malades dans des délais révolutionnaires, sans se soucier des précautions habituelles.

La pression sur les prix

Venons-en finalement (« in cauda venenum » !) à ce qui est le pire pour l'industrie : l'effort constant de presque tous les États pour réduire, par tous les moyens imaginables, les dépenses en médicaments.

Ici encore, la tendance était inévitable et prévisible. Dès le moment où les collectivités publiques se mettaient à assumer tout ou partie des frais de santé, elles couraient au déficit et devaient s'efforcer de limiter l'hémorragie. Certes – et l'industrie ne cesse de le répéter – les médicaments ne font, en moyenne générale pour l'O.C.D.E., que moins de 10 % de ces dépenses, et procurent des économies substantielles en remplaçant ou en abrégeant, par exemple, maints traitements hospitaliers. Il n'empêche que, dans le complexe de la santé publique, le médicament était une proie prédestinée pour les chasseurs de dépenses : à part les appareils de diagnostic et de thérapeutique, dont le coût global est moindre, le médicament est le seul produit manufacturé, qui se vende à un prix fixe, en quantités précises, tout en constituant un traitement, donc un service... sous une forme matérielle standardisée : plus facile à contrôler que des honoraires ou que la gestion des hôpitaux.

D'où toute une palette de mesures dont l'énumération serait fastidieuse, mais dont l'objectif est toujours de freiner les coûts en agissant sur l'une ou l'autre de leurs composantes, voire les deux : le prix et les quantités consommées (ou du moins vendues).

La mesure la plus simple est le contrôle des prix, ou leur blocage. Sans vouloir polémiquer dans un article général, on doit tout de même signaler ici qu'en cette matière la France est, avec les autres pays latins, dans le peloton des champions : les prix y sont très bas, comparés par exemple à ceux des États plus libéraux : États-Unis, Japon, Allemagne, Suisse, et d'un État très socialisé, la Suède.

Mais nombre d'autres méthodes font fureur dans plusieurs pays : contrôle du volume des prescriptions, restrictions douanières, encouragement aux fabricants de produits sous nom générique – donc aux imitateurs – érosion des brevets (de toute façon, leur durée est mangée pour moitié par les délais de la recherche !), lenteurs administratives non justifiées par l'impératif de sécurité. Dans tous les pays, sur plusieurs fronts, l'industrie pharmaceutique consacre une part importante de ses efforts à négocier avec les pouvoirs publics, à plaider sa cause : une industrie-avocate qui, loin de demander comme d'autres le soutien de l'État, tente d'obtenir ou de défendre un certain espace de liberté.

Telles sont les difficultés de l'industrie pharmaceutique chercheuse, qui ne compte que quelques dizaines de firmes fixées dans 8 pays, face aux milliers d'entreprises réparties partout dans le monde, à la seule exception – presque totale – de l'Afrique. Où il y a disparité, c'est dans la façon dont les États traitent cette industrie. La crainte des industriels européens, c'est que les Japonais, naguère imitateurs, désormais innovateurs, encouragés par l'État autant que les Occidentaux s'en voient découragés, envahissent peu à peu le domaine pharmaceutique, puis le dominent, comme ils l'ont fait dans d'autres secteurs bien connus. Ce jour-là, n'y aura-t-il pas des gouvernants-gribouille pour gémir, puis céder aux démons du protectionnisme, alors qu'il sera de toute façon trop tard pour redresser la barre ?

Les graphiques qui illustrent cet article sont tirés de la brochure « La santé publique en Suisse : prestations, coûts, prix. » Édition 1987.
On peut se procurer gratuitement cet opuscule (43 pages, format poche) auprès de Pharma Information, Birsigstrasse 4, CH-4054 Bâle.